

Une alternative à l'attrition : une stratégie pour favoriser la rétention des étudiant·e·s en histoire

Les nuages s'amoncellent au-dessus de départements d'histoire des universités canadiennes : les effectifs étudiants diminuent année après année. Les raisons profondes de ce désaveu sont multiples mais quelques-unes ressortent d'emblée : baisse d'attractivité par rapport aux autres sciences humaines et sociales, remise en cause de notre discipline à l'heure de l'alt-vérité, mais surtout le sentiment largement partagé qu'une formation en histoire n'est pas la meilleure des avenues professionnelles. Bien que le besoin d'histoire soit toujours aussi pressant dans nos sociétés, la formation historique, de plus en plus envisagée à travers l'unique prisme des débouchés et non plus comme pierre angulaire d'une culture générale et d'un regard affûté sur le monde, a de moins en moins la cote. Il est à cet égard significatif d'observer l'engouement actuel pour la science politique – les départements croulent sous les demandes d'admission –, perçue comme une discipline plus à même de répondre aux anxiétés du temps en raison de sa propension prédictive, mais surtout potentiellement plus intéressante en ce qui concerne les perspectives d'emploi. Pourtant, les études récentes montrent que diplômé·e·s en histoire s'en sortent aussi bien que les autres sur le marché du travail¹. Les experts, quant à eux, sonnent l'alarme : dans quelques années, l'intelligence artificielle aura laminé un ensemble de secteurs professionnels, qui pourront désormais fonctionner avec une main-d'œuvre humaine dérisoire. Alexandre Laurent, un des gourous de l'IA, est catégorique : si les prochaines générations veulent du travail, c'est dans les humanités, là où se développent la culture générale, l'esprit critique et les compétences multidisciplinaires, qu'elles devront se tourner².

Réjouissons-nous quelques instants de ces prévisions aux allures de prophéties, ça ne coûte rien, et souhaitons que, dans cinquante ans, les départements d'histoire soient envahis de jeunes cerveaux avides d'apprentissage ! Au rythme actuel cependant, combien d'universités auront, d'ici là, réduit au strict minimum leur corps professoral ? Combien de départements d'histoire auront disparu à travers le pays ? Que faire, en attendant l'éclaircie ?

Dans mon département, nous sommes préoccupés, comme partout, par la baisse des inscriptions. Un ensemble d'initiatives, appuyées notamment par la Faculté des Arts et des Sciences de l'Université de Montréal, sont actuellement mises en œuvre pour contrer cette tendance, comme par exemple l'établissement de relations beaucoup plus étroites avec les cégeps et une meilleure visibilité des professeur·e·s d'histoire dans l'espace public. Il peut être bénéfique, en outre, de

¹ <https://www.univcan.ca/media-room/media-releases/liberal-arts-degrees-are-a-good-investment/> ; <https://www.historians.org/publications-and-directories/perspectives-on-history/april-2017/history-is-not-a-useless-major-fighting-myths-with-data>

² Laurent Alexandre, *La Guerre des intelligences*, JC Lattès, 2017.

déployer des efforts vers ceux et celles qui sont déjà dans nos programmes car, s'il faut attirer le plus possible, il faut aussi réduire l'attrition – jusqu'à 30 % au terme de la première année de formation.

Chez nous, cette double nécessité nous a amenés à réfléchir à « l'expérience étudiante » que nous pouvons offrir à nos étudiantes et étudiants. Que trouve-t-on chez nous qu'on ne trouve pas ailleurs ?

Un nouveau cours, en phase avec cette question, a fait son apparition dans nos programmes, Recherche et rédaction en histoire (HST1015). J'ai eu la chance de l'enseigner pour la première fois à l'hiver 2017. Il se destine en priorité aux étudiantes et étudiants de première année qui n'ont pas obtenu durant leur premier trimestre des résultats à la hauteur de leurs attentes. Le cours vise à contribuer à leur persévérance en améliorant la qualité générale de leurs travaux, et, plus généralement, à leur donner des outils pour qu'ils soient les acteurs de leur formation, au lieu de la subir. De tels objectifs entrent en pleine résonance avec la politique de soutien à la réussite étudiante que l'UdeM a lancée en 2015³. Chaque séance est construite autour des grands défis à surmonter en histoire, outre l'acquisition des connaissances : précision de la pensée, clarté et efficacité de l'expression écrite et orale, structuration des idées, prise de notes (de cours et de lecture), problématisation, etc. Au terme du premier trimestre, l'engagement des étudiantes et des étudiants, et leur appréciation du cours, ont dépassé mes espérances. Un atelier post-cours auquel ont assisté plusieurs collègues a permis de faire le point sur l'expérience; nous avons examiné ce qui pouvait être transposé dans d'autres cours au bénéfice général, tant sur le plan de la communication (précision des plans de cours, directives pour les évaluations, informations, etc.) que sur celui de la rétroaction, notamment le principe d'une grille de correction commune à tous les d'introduction qui offrirait de meilleurs repères d'apprentissage – principe adopté à la rentrée de septembre 2017.

Il n'est évidemment pas possible de retenir tous ceux et celles qui s'inscrivent dans notre département, ce qui lui serait, de toute façon, assez rapidement préjudiciable. Mais nous souhaitons, avec un cours comme celui-là et au moyen d'autres initiatives, générer un effet d'entraînement : sans jamais se départir de la rigueur et des exigences disciplinaires, proposer une plus-value à la formation qui en vienne à caractériser l'expérience étudiante au département d'histoire de l'UdeM. C'est une piste à envisager, pour que se dégage un peu l'horizon.

Carl Bouchard, l'Université de Montréal

³ <http://reussir.umontreal.ca/accueil/>

Does the term paper need to be a given for all courses? Leveraging the creativity and skills of millennials in history

On September 25, Elise Chenier wrote on Activehistory.ca about how professors are too quick to decry the lack of quality in today's undergraduate students. The complaints that students don't care, are lazy, or aren't as smart as they used to be can be heard in history departments around the country. While we've all had students who have failed to meet their potential in the classroom, as Chenier writes "the majority of students I've taught [are] earnest, hard-working, respectful, and conscientious."

But what if it's not the students, but rather the structure of our courses? When I had the opportunity to teach at Harvard University in the winter 2016 semester, I decided to take the opportunity to see if a new approach could lead to greater levels of engagement with students. So, instead of including a term paper on the syllabus, I listed a final project with minimal instructions.

After students overcame their initial surprise and, in some cases, discomfort, I noticed a general excitement about the projects that I had never seen with term papers. One student wrote a song, another created a podcast, while others built websites. One produced a 45-minute documentary that you can still find on YouTube. I was genuinely amazed at the creativity, ingenuity, and overall quality of the projects submitted.

There were questions of whether the course's location skewed the results, so I included the same assignment when I returned to the University of Ottawa for the 2016-2017 academic year and was excited to find the same reaction. Rather than spend office hours meeting with students who were dreading writing a 10-15 page paper, I was meeting with students who were eager to create a magazine, develop a lesson plan, or create a pop-up museum exhibit.

In the description, note that students can produce whatever they want, but it has to be approved in advance. This forces students to think about what they want to do for that final project in the first half of the course, while also giving me the opportunity to meet with each student individually.

The latter has two key benefits: first, I can provide individual guidelines and expectations for each project. That way, rather than work off general guidelines from a syllabus, students get a more personalized set of expectations from which to work. Second, I am able to rein in their ideas. Where a lot of students struggle to meet minimum page requirements for term papers, an open-ended final project leads to dreams of grandeur. More often than not, meeting with students sees me advising them to make the project smaller to ensure it's feasible. The conversation usually includes me saying something along the lines of "rather than try to create a definitive podcast about television in the 20th century, why not look at 1970s sketch comedy shows?"

The only piece of universal advice I give is to pick something, both in the project's content (provided it's generally related to the course) and final product, that you really care about and/or are interested in. If there is something you've wanted to try or learn more about, here is the chance. I've long believed that too frequently lackluster papers are the result of lackluster interest in a prescribed topic. By opening up both the subject matter and final product, students have taken greater ownership of their projects.

This reaction is not universal, however, as some students have reported an increased level of stress in trying to come up with a project while others have said that they would rather just write a paper. What has been interesting, though, is that a majority of the pushback has come from students with higher than average GPAs.

I wondered why this was and Shawn Graham, who has implemented a similar strategy in his courses at Carleton University, told me in a recent episode of the History Slam podcast that these students have figured out how to be successful in a history course and now the rules have changed. (See <http://activehistory.ca/category/history-slam/>.) As a result, they have lost their safety net. Students who traditionally struggle with term papers, on the other hand, have tended to appreciate the opportunity to create a new outlet for their research and analysis.

For all students, I view this as an opportunity to develop a new skill. Senior history students can already market their writing and research skills post-graduation, so here is an opportunity to add something else to their resumes. Whether that is digital production, web editing, or public outreach, another line on a CV can only help. In an era of shrinking enrolments for history courses, where students want to know how this will help them get a job, does the term paper need to be a given for all courses?

Overall, the implementation of an open-ended final project has been positive. Students are more engaged in their projects, producing higher quality work, and getting better grades. And even though I have to spend more time early in the semester meeting with students and trying to come up with individual expectations, I more than make up that time when grading as, in my experience, the better the project, the less time it takes to grade.

This is not to suggest that the term paper is not a worthwhile endeavour. History majors need to be able to write quality papers and develop all the skills that go into creating a great piece of historical scholarship. Including more non-traditional projects in our courses, however, presents an interesting opportunity to not only expand students' historical practice but also their skill set.

Sean Graham, University of Ottawa